



LA MIGRATION DU XXI^e SIÈCLE COMME DÉFI À LA SOCIOLOGIE

Stephen CASTLES*

La plupart des études sociologiques sur la migration internationale contemporaine s'intéressent à des aspects spécifiques de la mobilité transnationale et à ses impacts sur les individus, les groupes, les communautés et les sociétés. Le but de cette contribution est de quitter le niveau empirique, en présentant des réflexions sur les défis généraux auxquels est confrontée la sociologie de la migration en cette époque de mondialisation. La présente contribution posera les questions suivantes :

- Comment la mondialisation et le transnationalisme changent-ils les conditions et les objectifs de la recherche sociologique ?
- La recherche sur la migration devrait-elle être en général interdisciplinaire et, si c'est le cas, quel est le rôle spécifique de la sociologie ?
- Si la sociologie prend ses racines dans le développement des sociétés industrielles nationales, dans quelle mesure les sociologues contemporains de la migration ont-ils été capables d'aller au-delà du centrage sur l'État-nation ?
- Dans quelle mesure la sociologie de la migration a-t-elle été influencée par la politique et la gestion du travail de recherche, ainsi que par l'impératif correspondant d'importance politique ?
- Quels principes théoriques, méthodologiques et organisationnels sont nécessaires à une sociologie de la migration critique et engagée sociopolitiquement ?

Cette contribution se veut une tentative pour susciter la discussion parmi les sociologues qui travaillent sur la migration. Cependant, les questions soulevées pourraient également s'avérer d'un grand intérêt pour d'autres chercheurs en sciences sociales travaillant dans ce domaine. Étant donné que ces idées font encore l'objet de travaux en cours et

* Refugee Studies Centre, Oxford University, Royaume-Uni. L'auteur tient à remercier l'organisatrice du colloque de Cerisy, Catherine Wihtol de Wenden, et les participants pour leurs commentaires. Il remercie également Ellie Vasta du COMPAS, Oxford University, pour ses suggestions.

nécessitent plus de débats, nous formulerons un certain nombre de propositions suivies de leur argumentation plutôt que d'utiliser la forme du papier académique habituel.

Une autre remarque préliminaire : les études sur la migration internationale ont généralement porté sur deux champs plutôt séparés de la recherche sociologique. Premièrement, une recherche sur les facteurs, les processus et les modèles de la migration ; deuxièmement, une recherche sur la façon dont les immigrés sont intégrés dans les sociétés d'accueil et les changements que cela implique tant pour les migrants que pour les nationaux. Nous utiliserons les expressions "études sur la migration" et "sociologie de la migration" dans leur sens le plus vaste pour embrasser les deux champs d'investigation. Avec Mark Miller, nous avons affirmé pendant plusieurs années que cette distinction est artificielle et négative pour une compréhension satisfaisante du processus migratoire¹.

Proposition n° 1 : La recherche sur les migrations à l'ère de la mondialisation est une entreprise transnationale qui demande des cadres théoriques et des outils analytiques qui transcendent l'État-nation.

Cela équivaut apparemment à énoncer une évidence. En effet, puisque la migration internationale implique par définition le passage des frontières nationales, nous pourrions affirmer qu'il a toujours été nécessaire d'adopter une perspective internationale. Cependant, comme nous l'évoquerons plus tard, la recherche sur les migrations s'est en effet beaucoup basée sur des présupposés intellectuels nationaux et sur des modes d'organisation de la recherche liés à des modèles de politique nationale sur la migration et l'intégration.

Au cours de ces dernières années, de nombreux efforts ont été faits en matière d'études comparatives plurinationales, mais elles n'ont pas nécessairement surmonté l'influence dominante des modèles et des présupposés nationaux : comparer les expériences nationales peut toujours impliquer que ces dernières sont séparées et différentes. Même si le travail en réseau au niveau international — grâce notamment à l'Association internationale de sociologie (AIS) et aux associations régionales — s'est développé, le travail de recherche

1. Cf. CASTLES, Stephen ; MILLER, Mark J., *The age of migration : international population movements in the modern world*, Basingstoke : Palgrave-MacMillan Press, 2003, 338 p.

s'effectue encore largement dans le cadre de schémas de pensée et de discours nationaux.

Aujourd'hui, il existe de nouvelles raisons pour que notre travail de recherche s'émancipe des divisions nationales. Jusqu'à récemment, la plupart des flux migratoires allaient d'un État-nation vers un autre, et ils conduisaient en général soit à l'installation, soit au retour au pays d'origine.

À l'ère de la mondialisation, il y a une prolifération des modèles de migrations récurrentes, circulaires et de transit, engendrant une plus grande diversité d'expériences migratoires ainsi que des interactions culturelles plus complexes. L'émergence de communautés transnationales est l'une des expressions les plus évidentes de ce type de tendance. Les approches scientifiques centrées sur l'État-nation ne sont pas adéquates pour comprendre de telles tendances. Il est de plus en plus important de développer de nouvelles théories et méthodes ainsi que de nouveaux modes de coopération pour comprendre tous les aspects imbriqués de ces processus migratoires.

Proposition n° 2 : La recherche sur les migrations est intrinsèquement interdisciplinaire.

L'expérience de la migration couvre toutes les dimensions de l'existence humaine et offre ainsi des possibilités de recherche descriptives et analytiques pour toutes les sciences sociales, en allant des perspectives macrosociales en économie et en démographie jusqu'aux approches microsociales en anthropologie, en psychologie et dans les études culturelles.

Il est difficile d'effectuer une étude pertinente sur n'importe quel phénomène migratoire à partir d'une perspective monodisciplinaire et d'éviter en même temps d'empiéter sur le domaine d'autres sciences sociales. Les économistes qui utilisent des modèles néo-classiques de maximisation du revenu individuel pour expliquer la migration sans aucune compréhension des réseaux sociaux tendent à produire des résultats trompeurs. Les chercheurs en droit qui ignorent l'action humaine ont du mal à expliquer pourquoi il existe tant de migrations irrégulières, alors que les sociologues, qui privilégient le concept de classes et qui ignorent celui de culture, tendent à être démentis par la persistance du conflit ethnique.

Tout cela est évident et bien connu, et on peut trouver une analyse de l'utilité et des limites des différents paradigmes et disciplines dans l'excellente étude de Douglas S. Massey et de ses collègues². En tout cas, il reste qu'une bonne partie de la recherche effectuée sur la migration est monodisciplinaire, surtout la recherche commissionnée et auditionnée par les gouvernements, où l'économie néo-classique prédomine. Cependant, dans les cercles académiques de la recherche sur les migrations, l'interdisciplinarité est largement acceptée. Mais cela ne veut pas dire que nous devons nous passer des disciplines. Chacune a son propre objet, sa méthode et ses théories. L'interdisciplinarité ne signifie pas qu'il faille les mettre toutes ensemble dans un mélange confus, mais plutôt se baser, en les intégrant, sur des approches différentes en vue d'une compréhension générale des phénomènes migratoires, ce qui revient à "parler à travers les disciplines", comme Caroline Brettell et James Frank Hollifield l'affirment³.

Comme sociologues donc, nous devons être clairs quant à la nature particulière de notre propre optique et sur la manière de mieux combiner notre travail avec celui des autres.

Proposition n° 3 : En dépit du principe d'interdisciplinarité, la sociologie a des tâches particulières au sein de la recherche sur les migrations (et au sein des sciences sociales plus généralement), tant en ce qui concerne la focalisation sur des sujets spécifiques qu'en ce qui concerne le métaniveau qui fournit un cadre général pour l'analyse du changement social mondial.

Comment la sociologie de la migration peut-elle accéder au partage des tâches dans les sciences sociales ? Est-ce qu'elle aborde simplement les thèmes classiques de la sociologie lorsqu'ils concernent les migrants et les minorités ethniques issues de la migration ? Ces thèmes classiques incluent la tension entre l'individu et la société, le comportement des personnes dans un groupe et les relations entre la structure sociale et l'action sociale. Les catégories analytiques clés traditionnelles incluent les institutions, les classes sociales (ou stratification), l'intégration, l'anomie, la solidarité, l'ordre et le conflit social. Les

2. Cf. MASSEY, Douglas S. ; ARANGO, Joaquin ; HUGO, Graeme ; KOUAOUCI, Ali ; PELLEGRINO, Adela ; TAYLOR, J. Edward, *Worlds in motion : understanding international migration at the end of the millennium*, Oxford : Clarendon Press ; New York : Oxford University Press, 1998, 362 p.

3. Cf. BRETTELL, Caroline B. ; HOLLIFIELD, James F., *Migration theory : talking across disciplines*, New York : Routledge Publishers, 2000, 239 p.

catégories les plus récentes incluent également le genre, l'ethnicité, l'identité, les réseaux, l'exclusion/inclusion sociale et le capital social.

Dans cette optique, la tâche de la sociologie serait de mettre en relief le rôle de la migration en matière de stabilité et de changement quant aux relations sociales. Par exemple :

— la tension entre l'individu et la société s'applique tant au processus de la décision d'émigrer qu'aux questions de l'intégration dans les sociétés d'accueil ;

— le comportement des personnes au sein des groupes prend des formes spécifiques dans les réseaux migratoires, dans les communautés transnationales et dans l'interaction collective parmi les différents groupes au cours du processus migratoire ;

— la dynamique sociale de structure et d'action peut être analysée dans le contexte des effets des lois et des politiques afférentes à la régulation de la migration sur le comportement du migrant (et vice-versa), ainsi qu'en ce qui concerne les changements dans les pratiques culturelles et sociales à travers le contact interculturel.

La sociologie de la migration doit aborder de tels thèmes spécifiques, mais selon nous elle a aussi un rôle plus vaste. Ce qui pourrait être caractérisé comme le "rôle méta-socio-scientifique" qui considère la société comme un tout — en particulier la façon dont un aspect spécifique de la société, à savoir la migration, est modelé par la société tout entière, qui à son tour est soumise à un remodelage. Dans cette optique, la sociologie examinerait l'éventail des actions et des significations sociales au sein duquel des formes particulières de sociabilité seraient ensuite reprises en détail par des sciences sociales spécifiques — y compris la sociologie elle-même dans les objets de recherche qui lui sont propres.

En dépit du partage des tâches établi au sein des sciences sociales, il semble essentiel qu'il y ait un corpus de théories et de recherches désignées pour aborder la dynamique générale de la transformation sociale aux niveaux thématiques et géographiques les plus vastes. L'économie, l'économie politique ou même les études culturelles pourraient prétendre à ce rôle, mais on pourrait affirmer que la sociologie s'y prête mieux vu sa tradition d'analyse et de théorisation de la totalité des relations et des structures sociétales. Le projet de "chapeutage" de la sociologie de la migration devrait ainsi analyser deux dynamiques clés :

— la façon dont les structures sociales, les institutions et les relations (ainsi que les changements dans ces dernières) concourent à engendrer la migration et à influencer sur les conditions dans lesquelles celle-ci a lieu ;

— la façon dont la migration internationale (y compris l'intégration dans les pays d'accueil ou le retour dans les pays d'origine) affecte les structures sociales, les institutions, les relations dans tous les lieux concernés (y compris les régions de départ, de transit et d'arrivée).

Bien sûr, ces aspects sont imbriqués de manière complexe, de telle sorte que dans la pratique il est souvent difficile d'opérer une séparation entre cause et effet. Cela nous conduit à cette question : est-ce le développement qui est à l'origine de la migration ou bien l'inverse ? La réponse naturellement est qu'il s'agit toujours de processus interactifs avec des mécanismes complexes d'interdépendance.

Ces questions scientifiques métasociales doivent être posées non seulement au niveau mondial, mais aussi sur un éventail d'autres niveaux spatiaux : local, régional, national. Une tâche spécifique de la sociologie est toujours l'analyse de la relation entre la structure sociale et l'action humaine. Une autre tâche consiste à étudier les processus de médiation entre les niveaux spatiaux : par exemple, comment l'économie mondiale et les phénomènes économiques sont-ils transformés par la culture locale et les modèles sociaux ?

Proposition n° 4 : La sociologie s'est développée comme un moyen pour comprendre le changement social dans une période d'industrialisation rapide parmi les États-nations occidentaux au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. En dépit de prétentions universalistes sur le plan de la théorie, des méthodes et de la connaissance, la sociologie a été lente à se dégager de la tyrannie du national. La force des modèles nationalistes a été particulièrement remarquable dans la sociologie de la migration.

Jusqu'aux années 80, les sociologues de la migration ont souvent considéré comme leur objectif l'analyse de l'expérience des personnes qui sortaient d'une société particulière et qui devenaient membre d'une autre. La complexité croissante de la mobilité à l'ère de la mondialisation et l'émergence d'une conscience transnationale ont modifié cette tâche de l'analyse : les personnes se déplacent aujourd'hui plus fréquemment et de façon plus complexe, et de multiples identités et affiliations ont proliféré. Si la dynamique des relations sociales

transcende les frontières, alors les théories et les méthodes utilisées pour les étudier doivent faire de même.

Cela est un problème pour la sociologie car elle s'est développée au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle comme la science des « sociétés industrielles nationales »⁴. Elle s'intéressait aux problèmes de l'intégration et de l'ordre dans les sociétés industrielles émergentes, ces dernières étant politiquement et culturellement encadrées par l'État-nation. Une question centrale était celle de comprendre la nature contradictoire de la société industrielle avec d'un côté une productivité et un bien-être croissant, mais de l'autre une misère sociale et des conflits de classes.

Une autre caractéristique centrale des États-nations occidentaux était leur compétition pour la colonisation du reste du monde. La sociologie et sa discipline sœur, l'anthropologie, s'intéressaient donc à la compréhension des sociétés et des cultures pour contrôler les « classes dangereuses », c'est-à-dire les ouvriers des usines et « les individus dangereux », à savoir ceux qui résistaient au colonialisme⁵.

Au tout début de la sociologie, nous trouvons des modèles développementaux comme ceux de Herbert Spencer ou Émile Durkheim qui affirment la supériorité du modèle industriel occidental. Plus tard, nous trouvons des modèles de systèmes sociaux intégrés et d'ordre social dans les travaux de Talcott Parsons et d'autres fonctionnalistes. L'exception à cette préoccupation vers le national est représentée par l'économie politique de Karl Marx, qui laisse présager la théorie de la mondialisation. Plus tard encore, la sociologie critique, tout en s'inspirant des idées marxistes, a souvent pris de manière implicite l'État-nation comme cadre pour l'analyse de classes, en partie à cause du fait qu'un objectif-clé était la création des États-providence nationaux.

Cela a deux conséquences. Premièrement, l'étranger ou l'Autre est perçu comme déviant et potentiellement dangereux. Nous le voyons plus clairement dans les théories assimilationnistes développées aux États-Unis en réponse à l'immigration de masse du début du XX^e siècle⁶. Robert Park et l'École de Chicago ont étudié les relations inter-

4. WIEVIORKA, Michel, "Introduction", in : WIEVIORKA, Michel (sous la direction de), *Racisme et xénophobie en Europe : une comparaison internationale*, Paris : Éd. La Découverte, 1994, pp. 7-25.

5. Cf. CONNELL, Robert W., "Why is classical theory classical ?", *American Journal of Sociology*, vol. 102, n° 6, May 1997, pp. 1511-1557.

6. Cf. GORDON, Milton Myron, *Assimilation in American life : the role of race, religion, and national origins*, New York : Oxford University Press, 1964, 276 p.

groupes dans les années 20, lorsque la population de Chicago était composée d'un tiers d'étrangers⁷. Les cultures pré-migratoires des migrants étaient considérées comme inappropriées et même nuisibles dans la nouvelle situation, et ils ont dû se soumettre à un processus d'"acculturation", renonçant à leur culture d'origine et adoptant les valeurs, les normes et le comportement de la société d'accueil.

Dans le modèle fonctionnaliste dominant, les sociétés occidentales étaient perçues comme fondamentalement homogènes et harmonieuses. Les immigrés devaient être assimilés afin de restaurer cette harmonie. Les migrants qui ont conservé leur langue, leur religion et leur culture et qui se sont refermés sur eux-mêmes étaient perçus comme une menace pour la cohésion sociale.

Il est clair que de telles théories sociologiques doivent être comprises dans le contexte des mythes nationalistes du monoculturalisme. Dans le cas des États-Unis, cela s'est caractérisé par l'idée particulière que des personnes culturellement différentes doivent être rassemblées dans un grand *melting pot* pour former une culture américaine commune. Dans de nombreux milieux, cet assimilationnisme ouvert a été discrédité à partir des années 60 par les luttes des minorités pour la reconnaissance culturelle et les idées antiracistes, mais il reste encore puissant un peu partout dans le sens commun, pour lequel les immigrés devraient adopter "nos manières". Par ailleurs, les principes assimilationnistes n'ont jamais disparu du modèle de la France républicaine, et ils ont trouvé récemment un regain d'intérêt aux Pays-Bas, en Suède et ailleurs⁸.

Deuxièmement, si les sociologues perçoivent l'État-nation comme le « receptacle »⁹ de tous les aspects majeurs de la vie sociale, cela

7. Cf. PARK, Robert Ezra, *Race and culture*, Glencoe : Free Press, 1950, 403 p.

8. Aux États-Unis, le mouvement du pouvoir noir et la résurgence ethnique des années 60 ont conduit à un déclin dans les approches assimilationnistes en sociologie. Cependant, ces dernières années, une tendance se dessine vers un retour à la théorie de l'assimilation dans le contexte de nouvelles formes d'immigration et le déclin de la mobilisation des minorités. Cette question ne peut pas être traitée ici. À ce sujet, se reporter à ALBA, Richard ; NEE, Victor, "Rethinking assimilation theory for a new era of immigration", *International Migration Review*, vol. 31, n° 120, Winter 1997, pp. 826-874, et pour un concept plus critique de l'assimilation, à ZHOU, Min, "Segmented assimilation : issues, controversies, and recent research on the new second generation", *International Migration Review*, vol. 31, n° 120, Winter 1997, pp. 975-1008. En Europe également, certaines difficultés dans les approches multiculturelles ont conduit à une revalorisation de la théorie de l'assimilation. À ce sujet, voir ENTZINGER, Han, "The rise and fall of multiculturalism : the case of the Netherlands", in : JOPPKE, Christian ; MORAWASKA, Eva (Eds.), *Towards assimilation and citizenship : immigration in liberal Nation-States*, Basingstoke : Palgrave-MacMillan Press, 2002, pp. 59-86.

9. FAIST, Thomas, *The volume and dynamics of international migration and transnational social spaces*, Oxford : Oxford University Press, 2000, 380 p.

implique la nécessité d'organismes distincts de la connaissance en sciences sociales pour chaque pays. En dépit des échanges internationaux entre sociologues, il y a eu — et il y a encore — une spécificité nationale considérable dans les modes d'organisation, les approches théoriques et méthodologiques, les questions de recherches et les conclusions des sciences sociales.

Dans chaque pays, des écoles de pensée ou des paradigmes sont en concurrence, mais tout cela fonctionne encore dans le cadre de schémas intellectuels distincts avec des racines historiques profondes et une durée surprenante. Les caractéristiques de la spécificité nationale incluent traditions religieuses, philosophiques et idéologiques ; le rôle historique des intellectuels dans la construction de la culture et de l'identité nationales ; les relations entre les États et les "classes politiques" ; le rôle des sciences sociales dans le modelage de la politique sociale ; des modes différents d'interaction entre les appareils de l'État, les universités et d'autres organismes de recherche.

La vision étroite apportée par de tels modèles nationaux est une barrière majeure pour la compréhension dans le domaine de la recherche sur les migrations. Certaines idées fondamentales sur la nature de la migration et ses conséquences pour la société trouvent leur origine dans des expériences historiques nationalement spécifiques de mobilité de population et de diversité culturelle. Les expériences passées concernant les minorités ethniques internes, les peuples colonisés et la main-d'œuvre immigrée recrutée à l'époque de l'industrialisation ont contribué à forger les attitudes et les approches actuelles. Les précédents historiques ont conduit à des stéréotypes et à des pratiques qui sont souvent profondément imbriqués dans les discours politiques et culturels de sorte qu'ils deviennent un « *sens commun* »¹⁰ indiscutable qui affecte même les chercheurs les plus critiques.

Cela montre une contradiction fondamentale : la sociologie prétend être une discipline internationale, basée sur des théories universelles et sur une communauté internationale de chercheurs, mais sa forme d'organisation principale s'est construite au sein de cadres académiques nationaux, chacun ayant sa propre optique. Le conflit entre l'idéal universaliste et la réalité spécifiquement nationale n'est nulle part plus fort que dans les études sur les questions migratoires. Cela nous est apparu évident il y a quelques années, lorsque nous étions impliqué

10. GOLDBERG, David Theo, *Racist culture : philosophy and the politics of meaning*, Oxford ; Cambridge : Blackwell Publishers, 1993, 313 p. (voir pp. 41-43).

dans un projet comparatif sur les impacts de la migration dans la société en Australie, en Allemagne et en France. Les trois groupes de recherches ont présumé que les vues théoriques, la méthodologie et les outils de recherche en sciences sociales avaient une portée universelle et un intérêt commun pour les chercheurs dans les différents pays. Nous avons tout de suite remarqué qu'il n'en était rien. Dans chaque pays il semblait y avoir un "modèle national" distinct sur la façon dont la migration et les migrants étaient perçus et sur la façon dont l'État et la société devaient réagir face aux phénomènes migratoires. Même des concepts qui semblaient appartenir à l'acquis commun comme celui d'"intégration" avaient des significations différentes dans les trois pays¹¹.

Ainsi, en dépit du mérite qu'implique d'étudier les flux migratoires et les réseaux comme des processus transnationaux, une telle approche n'est pas encore dominante. Mis à part les différences conceptuelles, une autre raison en est que la recherche sur la migration internationale est encore largement fondée sur des données collectées au niveau national, qui ne sont pas facilement comparables avec les statistiques des autres pays. Ces problèmes ne se limitent pas aux trois pays cités : on peut également parler des modèles d'immigration et de diversité britannique, néerlandais, américain, canadien, japonais ou suédois. La situation est semblable dans des pays d'origine comme les Philippines ou le Mexique, où l'attention principale s'est portée sur les effets de l'immigration au niveau national. L'émergence de nouveaux cadres de recherche comme la théorie des systèmes de la migration¹² remonte seulement aux années 70, alors que la recherche sur le transnationalisme n'a commencé que dans les années 90¹³. De telles approches deviennent de plus en plus répandues, mais le nationalisme méthodologique — à savoir la prédominance de cadres de recherche basés sur les frontières de l'État-nation — est encore puissant¹⁴.

11. Cf. VASTA, Ellie ; VUDDAMALAY, Vasoodeven, *International migration and the social sciences : confronting national experiences in Australia, France, and Germany*, New York : Palgrave MacMillan Press, 2006, 272 p.

12. Cf. KRITZ, Mary M. ; LIN, Lean Lim ; ZLOTNIK, Hania, *International migration systems : a global approach*, Oxford : Clarendon Press ; New York : Oxford University Press, 1992, 354 p.

13. Cf. PORTES, Alejandro ; GUARNIZO, Luis E. ; LANDOLT, Patricia, "The study of transnationalism : pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, n° 2, March 1999, pp. 217-237 ; VERTOVEC, Steven, "Migrant transnationalism and modes of transformation", *International Migration Review*, vol. 38, n° 147, Fall 2004, pp. 970-1001.

14. Cf. WIMMER, Andreas ; GLICK SCHILLER, Nina, "Methodological nationalism, the social sciences and the study of migration", *International Migration Review*, vol. 37, n° 143, Fall 2003, pp. 576-610.

La force de la perspective nationale en matière d'études sur la migration est très surprenante. Le contrôle de l'appartenance à une communauté nationale — à la fois à travers la restriction de l'accès aux frontières et la réglementation en matière d'obtention de la nationalité — a toujours été un élément-clé de la souveraineté, et cela demeure aujourd'hui encore comme le montre la politisation actuelle de la migration. La contribution des intellectuels à la construction de la nation a toujours inclus des idées sur la façon d'exclure et de contrôler l'Autre qui représente une menace. Un exemple contemporain majeur a trait à l'influence persistante de l'expérience coloniale dans les discours français en sciences sociales au sujet des minorités en France¹⁵. Plus généralement, dans tous les pays d'immigration, les décideurs politiques continuent de voir la recherche en sciences sociales comme un instrument pour comprendre (et donc contrôler) l'Autre, l'immigré "dangereux". Comme nous l'évoquerons ci-dessous, cela permet d'expliquer le principe central dans ce domaine de la "pertinence politique".

Proposition n° 5: Un thème central pour l'analyse sociologique contemporaine devrait être le processus de transformation sociale, qui affecte la plupart des régions du monde à l'ère de la mondialisation. La transformation sociale a lieu dans le contexte d'une reconfiguration des relations économiques et politiques dans le nouvel ordre mondial. Les processus accélérés de transformation sociale sont les principaux facteurs porteurs dans la croissance et la diversification de la migration internationale, et constituent donc les thèmes-clés d'une sociologie transnationale de la migration.

Si la théorie sociologique classique était basée sur la société industrielle nationale émergente du XIX^e siècle et du début du XX^e, alors la sociologie actuelle devrait prendre comme point de départ les transformations sociales majeures intervenues au début du XXI^e siècle.

L'idée de transformation implique un changement fondamental dans la manière dont la société s'organise, qui va au-delà des processus continus du changement social qui sont toujours en cours¹⁶. Cela se produit quand des mutations majeures interviennent dans les relations économiques ou politiques dominantes. Aujourd'hui, nous avons affaire

15. Cf. VASTA, Ellie ; VUDDAMALAY, Vasoodeven, *International migration and the social sciences*, op. cit.

16. Comparer avec POLANYI, Karl, *The great transformation : the political and economic origins of our time*, New York : Farrar and Rinehart Publishers, 1944, 305 p.

à des changements majeurs à la fois en économie et en politique avec le processus de la mondialisation économique et l'émergence d'un nouvel ordre politique et militaire. Comprendre ces changements peut nous aider à dresser le cahier des charges d'une sociologie transnationale de la migration.

Nous entendons par « *mondialisation économique* »¹⁷ un processus complexe et différencié d'inclusion et d'exclusion de régions et de groupes sociaux déterminés dans le domaine des relations du marché capitaliste mondial. La pénétration par le capital mondial signifie une restructuration économique dans laquelle certains groupes de producteurs qui bénéficient de revenus élevés sont inclus, tandis que d'autres groupes trouvent leurs lieux de travail détruits et leurs qualifications dévaluées. Cela signifie que la mondialisation engendre une insécurité et une inégalité humaine croissantes.

Dans les années 70, les "pays avancés" — selon la classification du Fonds monétaire international — détenaient 68 % du revenu mondial, contre 32 % pour le "reste du monde". À la fin de l'an 2000, ces "pays avancés" comptaient 81 % du revenu mondial, contre 19 % pour le "reste du monde". Au cours de la même période, la part de ces mêmes "pays avancés" dans la population mondiale passait de 20 % à 16 %¹⁸.

L'un des aspects de cette situation est l'inégalité entre le Nord et le Sud, mais une inégalité croissante existe également dans toutes les régions, avec de nouvelles élites dans le Sud qui tirent bénéfice de leur rôle dans les circuits transnationaux d'accumulation du capital, tandis que les travailleurs des anciens centres industriels du Nord perdent leurs moyens d'existence. Ainsi, la mondialisation économique signifie une transformation profonde des sociétés. Ce qui est même reconnu par des économistes libéraux de premier plan, comme Joseph Stiglitz, pour qui l'ignorance de ce lien de la part du Fonds monétaire international et d'organismes similaires conduit à des échecs, qui « *ont retardé le calendrier en matière de développement, en corrodant inutilement la structure même de la société* »¹⁹.

17. Comme Manuel Castells. Voir CASTELLS, Manuel, *The rise of the network society*, Malden : Blackwell Publishers, 1996, 556 p.

18. Cf. FREEMAN, Alan, "The inequality of nations", in : FREEMAN, Alan ; KAGARLITSKY, Boris (Eds.), *The politics of empire : globalisation in crisis*, London : Pluto Press, 2004, pp. 46-83.

19. STIGLITZ, Joseph E., *Globalization and its discontents*, New York : W. W. Norton Publishers, 2002, 282 p. (voir pp. 76-77).

Des transformations économiques et sociales aussi dramatiques peuvent être maîtrisées sans crises ou conflits politiques internationaux majeurs en raison de *l'émergence d'un ordre politique et militaire mondial reposant sur l'hégémonie américaine* depuis la fin de la guerre froide. Le système mondial bipolaire, qui a longtemps servi de limitation à la domination des marchés et des entreprises mondiaux, a été remplacé par un système unifié basé sur un seul hyperpouvoir. Cela ne signifie pas que ce système soit unitaire et débarrassé de tout conflit. Mais plutôt, comme nous l'avons précisé ailleurs²⁰, une caractéristique originale du nouvel ordre est que ses composantes sont définies non comme les colonies ou protectorats d'un Empire, mais comme des États-nations avec tous les signes formels de l'indépendance et — généralement — de la démocratie.

De la même façon, pour la première fois dans l'histoire, la plupart des individus sont définis comme des citoyens, avec tous les droits que cela implique (en théorie, même si ce n'est souvent pas le cas dans la pratique). Cependant, ce statut officiellement égal des États-nations et des citoyens cache de nouvelles hiérarchies complexes de pouvoir, de statut social et de droits.

Qu'est-ce que cela signifie pour la sociologie de la migration ? La mondialisation signifie essentiellement des flux au-delà des frontières : flux de capitaux, de marchandises, d'idées et de personnes. Les États-nations accueillent les deux premiers types, mais restent méfiants à l'égard des autres. Des régimes différenciés de migration ont été mis en place pour encourager les élites et les personnes hautement qualifiées à être mobiles, tandis que les travailleurs peu qualifiés et les personnes fuyant des persécutions ont été exclus. Comme Zygmunt Bauman l'a affirmé, dans le monde globalisé « *la mobilité est devenue le facteur stratifiant le plus puissant et le plus convoité [...]. Les riches sont globaux, la misère est locale* »²¹. La nouvelle structure de classe transnationale qui s'est créée de cette façon devrait être un sujet prééminent pour une sociologie transnationale de la migration.

En même temps, une nouvelle idéologie légitimante est en train d'évoluer pour justifier l'inégalité. La hiérarchisation du droit de migrer peut être considérée comme une nouvelle forme de *racisme*

20. Cf. CASTLES, Stephen, "Nation and empire : hierarchies of citizenship in the new global order", *International Politics*, n° 42, June 2005, pp. 203-224.

21. Cf. BAUMAN, Zygmunt, *Globalization : the human consequences*, New York : Columbia University Press, 1998, 136 p. (voir pp. 9 et 74).

transnational. Sa base intellectuelle repose sur des discours concernant la "naturalité" de la violence dans des régions moins développées et l'incompatibilité culturelle de leurs populations avec la civilisation occidentale chrétienne.

De tels discours se sont développés au début des années 90 pendant les guerres qui ont accompagné l'éclatement de la Yougoslavie et de l'Union soviétique. La conséquence était que ces groupes aux différentes cultures et histoires ne pouvaient pas partager un même territoire²² et qu'un « choc des civilisations »²³ était inévitable. Cela a conduit à l'idée d'un nouveau "tribalisme" dans lequel les personnes vivant dans des régions moins développées régressent d'une vision universaliste à une vision locale, et le chaos domine une bonne partie du monde²⁴.

De telles idées ont été par la suite renforcées par des peurs face au terrorisme et au fondamentalisme depuis le 11 septembre 2001. Dans ce contexte, le contrôle de la migration est de plus en plus considéré comme un sujet relevant de la sécurité nationale²⁵. Les idéologies racistes plus anciennes sur la nécessité d'exclure l'Autre afin d'empêcher la pollution de la nation prennent ainsi une forme plus moderne et acceptable. Comprendre ces nouvelles idéologies et la manière dont elles influencent les attitudes de la population et les politiques officielles serait une autre tâche importante d'une sociologie transnationale de la migration.

Cependant, la mondialisation crée aussi des pressions et des mécanismes qui facilitent la migration. La croissance des inégalités est une incitation puissante à la mobilité. Les nouveaux médias associés à la mondialisation relayent des images de la prospérité du "premier-monde" dans les pays d'origine. Les communications électroniques favorisent une large connaissance des routes de la migration et des possibilités de travail. Nombre des exclus du monde perçoivent que la mobilité apporte une chance de prospérité et font tout leur

22. Cf. GALLAGHER, Tom, "My neighbour, my enemy : the manipulation of ethnic identity and the origins and conduct of war in Yugoslavia", in : TURTON, David (Ed.) *War and ethnicity : global connections and local violence*, New York : Rochester University Press, 1997, pp. 47-75 ; TURTON, David, "War and ethnicity : global connections and local violence in North East Africa and former Yugoslavia", *Oxford Development Studies*, vol. 25, n° 1, February 1997, pp. 77-94.

23. HUNTINGTON, Samuel P., "The clash of civilisations", *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3, Summer 1993, pp. 22-49.

24. Se reporter à COMMISSION ON GLOBAL GOVERNANCE, *Our global neighbourhood : report of the Commission on global governance*, Oxford : Oxford University Press, 1995, 410 p.

25. Cf. WEINER, Myron ; RUSSELL, Sharon Stanton (Ed.), *Demography and national security*, New York : Berghahn Books, 2001, 345 p.

possible pour migrer. Cela permet d'expliquer l'augmentation du nombre des demandeurs d'asile et des sans-papiers à partir des années 90. Ainsi, la mondialisation crée le capital culturel nécessaire à la mobilité, fournissant à nouveau un thème important pour la sociologie de la migration.

La mondialisation crée aussi le capital social nécessaire, parce qu'une autre de ses caractéristiques-clés est que le pouvoir est diffusé par le biais des réseaux²⁶. L'organisation en réseaux caractérise la "mondialisation par le haut" des migrants et de leurs communautés. Les réseaux informels favorisent la migration même lorsque les politiques officielles essaient de l'empêcher²⁷.

Certains de ces réseaux dérivent de formes institutionnalisées de "l'industrie de la migration", l'une des formes du commerce international qui augmentent le plus rapidement. Cette expression embrasse les nombreuses personnes qui gagnent leurs moyens d'existence en organisant la migration en tant qu'agents de voyages, trafiquants d'êtres humains, banquiers, avocats, recruteurs de main-d'œuvre et agents immobiliers. Les réseaux migratoires permettent de relier à nouveau le Sud et le Nord, à une époque où de nombreuses régions du Sud sont devenues économiquement inintéressantes pour l'économie mondialisée²⁸.

La compréhension croissante de l'importance des réseaux migratoires peut être considérée comme l'une des contributions majeures de la sociologie de la migration²⁹. La théorie des réseaux se base sur des préoccupations sociologiques traditionnelles comme la relation entre structure et action ainsi que la notion anthropologique de l'action humaine et sur la manière dont celle-ci contribue à modeler les communautés.

Il est évident que le changement mondial et l'importance croissante des processus transnationaux requièrent de nouvelles approches de la part de la sociologie de la migration. Celles-ci ne se développeront pas automatiquement en dehors des paradigmes existants, parce

26. Cf. CASTELLS, Manuel, *The rise of the network society*, art. cité.

27. Cf. CASTLES, Stephen, "The factors that make and unmake migration policy", *International Migration Review*, vol. 38, n° 147, Fall 2004, pp. 852-884 ; CASTLES, Stephen, "Why migration policies fail", *Ethnic and Racial Studies*, vol. 27, n° 2, March 2004, pp. 205-227.

28. Cf. DUFFIELD, Mark, *Global governance and the new wars : the merging of development and security*, London, New York : Zed Books, 2001, 293 p.

29. Cf. MASSEY, Douglas S. ; ARANGO, Joaquin ; HUGO, Graeme ; KOUAOUCI, Ali ; PELLEGRINO, Adela ; TAYLOR, J. Edward, *Worlds in motion*, op. cit.

que des traditions académiques puissantes tendent à résister au changement de cadres institutionnels et conceptuels basés sur un nationalisme méthodologique.

La question-clé pour une sociologie contemporaine de la migration devrait être l'analyse de l'interconnexion transnationale et la manière dont elle affecte les sociétés nationales, les communautés locales et les individus. La migration figure parmi les expressions sociales les plus importantes des connexions et processus globaux. La sociologie de la migration est donc importante non seulement comme champ de l'enquête sociologique en elle-même, mais aussi comme un domaine avec le potentiel pour fournir des contributions majeures à une "sociologie globale" dans son ensemble³⁰.

Proposition n° 6 : La recherche sur les migrations a souvent été orientée vers la réponse aux exigences des gouvernements et des bureaucraties, exprimées fréquemment au moyen d'appels en vue d'une "pertinence politique". Cela a été lié à une situation de marginalisation de la sociologie de la migration au sein du courant principal de la théorie sociale. Les sociologues qui souhaitent pratiquer une sociologie critique mais socialement engagée de la migration ont besoin de trouver des manières de combler les fossés qui séparent la théorie, la pratique et la politique.

Jusqu'à la fin du XX^e siècle, il était possible d'observer une marginalité double de la sociologie de la migration. Dans le modèle de l'État-nation, franchir les frontières qui délimitaient l'appartenance et la souveraineté nationales était considéré comme un fait exceptionnel. C'est pourquoi le contrôle de la migration et l'intégration des immigrants n'étaient pas des sujets centraux de la politique. De manière analogue, les questions de mobilité et de différence n'étaient pas des thèmes majeurs de la sociologie. Elles jouaient un petit rôle dans les grandes théories de la sociologie classique, excepté peut-être en ce qui concerne la compréhension des populations colonisées ou bien dans des situations exceptionnelles d'arrivées massives (comme ce fut le cas aux États-Unis entre 1870 et 1920).

Il est clair qu'aujourd'hui les choses ont changé. Seuls près de 3 % de la population mondiale sont des migrants³¹, mais dans les pays

30. Cf. COHEN, Robin ; KENNEDY, Paul, *Global sociology*, Basingstoke : Palgrave-MacMillan Press, 2000, 408 p.

31. Cf. UNITED NATIONS POPULATION DIVISION, *International migration report 2002*, New York : Population Division, Department of Economic and Social Affairs, United Nations, 2002, 323 p.

industrialisés les migrants et les minorités représentent près de 10 % ou plus de la population, et ils constituent souvent 25 % ou plus des habitants des villes à croissance mondiale rapide. Ici les migrants ne sont plus marginaux, mais plutôt un groupe majeur de populations et un ferment puissant pour un changement social et culturel. Les décideurs politiques au niveau local et national ont dû élaborer des stratégies pour répondre à ces changements, et le résultat a été un nombre important de recherches commanditées pour répondre aux questions administratives et pour fournir des options politiques. Le premier type de marginalité a été supplanté par une politisation massive des sujets migratoires.

Le bénéfice qu'apporte la recherche politiquement orientée consiste à fournir aux chercheurs en sciences sociales les moyens nécessaires pour poursuivre la recherche empirique concernant les questions émergentes importantes. En revanche, le danger est que la recherche désignée pour répondre aux questions politiques ne soit guère approfondie, et qu'elle suive une perspective à court terme, dictée par un contexte politique limité dans le temps et correspondant au cycle électoral allant de trois à cinq ans.

Les questions de recherche, les méthodes et même les conclusions peuvent être influencées par les intérêts politiques des gouvernements, des autorités locales et des organismes financeurs. Une telle recherche est trop peu approfondie pour prêter attention aux transformations sociales globales, qui constituent le contexte de la migration contemporaine. Elle ne peut pas expliquer la médiation entre les tendances mondiales et les formes locales de réponse et de résistance. De cette façon, la recherche politiquement orientée pourrait fournir à des processus sociaux complexes et à long terme des remèdes simplistes, administratifs et à court terme.

Ceci permet d'expliquer le triste résultat de bien des politiques migratoires récentes. La recherche politiquement orientée n'est pas simplement de la mauvaise science sociale, elle est aussi, comme beaucoup d'observateurs l'ont remarqué, un guide pauvre si l'on veut mettre en œuvre une formation politique efficace³². Les politiques migratoires échouent parce que les décideurs politiques refusent de

32. Cf. BHAGWATI, Jagdish, "Borders beyond control", *Foreign Affairs*, n° 82, January-February 2003, pp. 98-104. ; CORNELIUS, Wayne A. ; MARTIN, Philip L. ; HOLLIFIELD, James F., "The ambivalent quest for immigration control", in : CORNELIUS, Wayne A. ; MARTIN, Philip L. ; HOLLIFIELD, James F. (Eds.), *Controlling immigration : a global perspective*, Stanford : Stanford University Press, 1994, pp. 3-42.

considérer la migration comme un processus social dynamique lié à des modèles plus vastes de transformation sociale³³. Les ministres et les bureaucrates considèrent encore souvent la migration comme quelque chose pouvant être ouvert et fermé tel un robinet par le biais des lois et des politiques. En imposant ce paradigme aux chercheurs, les décideurs politiques ont rendu un mauvais service aux chercheurs en sciences sociales et à eux-mêmes.

Mais il est également nécessaire de se demander pourquoi les études migratoires dépendent tellement des agendas politiques. Ce qui nous ramène à la deuxième forme de marginalisation mentionnée précédemment : l'absence relative de la sociologie de la migration dans le courant principal de la discipline.

Il semble que beaucoup de sociologues de la migration soient devenus dépendants des consultations gouvernementales et du financement d'origine politique simplement parce que le sujet est encore perçu comme plutôt marginal au sein de la discipline. Comprendre pleinement cela requerrait une étude détaillée pays par pays de façon à ce que la théorie sociologique intègre la migration dans les analyses de la société contemporaine.

Dans la sociologie britannique, par exemple, la réponse initiale à l'immigration en provenance du Nouveau Commonwealth dans les années 50 et 60 a été le remaniement des théories de l'assimilation et de l'acculturation de l'École de Chicago. Cependant, aux alentours des années 70, les questions de racisme, d'identité culturelle, de classes et de genres — influencées considérablement par des chercheurs noirs, féministes et marxistes — ont commencé à jouer un rôle important dans le discours sociologique. Entre-temps, de telles approches sont devenues partie intégrante de l'acquis de l'analyse sociologique, mais elles n'ont pas toujours réussi à intégrer les formes complexes plus récentes de la mobilité globale qui concernaient le Royaume-Uni.

Dans d'autres pays européens, la sociologie a participé aux débats sur la migration, l'intégration et le multiculturalisme, mais ils semblaient avoir peu d'impact sur les théories centrales de l'ordre social et de la différenciation.

La théorie de la mondialisation est désormais au cœur du débat sociologique, et la mobilité des populations est une forme cruciale de mondialisation. Mais encore, certains travaux pionniers sur la mondialisation

33. Cf. CASTLES, Stephen, "Why migration policies fail", art. cité.

comme ceux de Manuel Castells³⁴, Martin Albrow³⁵ et Ulrich Beck³⁶ accordent peu d'importance à la mobilité humaine. Il existe bien sûr des exemples opposés, tels les travaux de Zygmunt Bauman³⁷, David Held et ses collaborateurs (même s'il s'agit de chercheurs en sciences politiques et non de sociologues)³⁸ et Robin Cohen³⁹. Le fait est ici que l'analyse de la migration comme élément central du changement social est encore une exception. Des sociologues qui se spécialisent sur de tels thèmes — au moins en Europe — tendent à être affectés dans des centres de recherches sur la migration plutôt que dans les départements de sociologie.

Il est important pour les chercheurs de la migration de trouver des façons de résoudre ce dilemme. Certains sociologues critiques et certains spécialistes en études culturelles semblent avoir résolu le problème en le traitant de nouveau à partir du niveau empirique et en fournissant des analyses de plus en plus abstraites qui sont surtout intéressantes pour des cénacles académiques, souvent même pour un cercle restreint d'initiés à une terminologie opaque et à des formes de discours alambiquées. Ces tendances pourraient à la longue permettre de renforcer l'inclusion de la question migratoire dans le courant principal de la théorie sociale, mais le danger subsiste qu'elles se concentrent sur des théories formalistes et qu'elles deviennent sans importance dans les processus du changement social.

Le défi réel consiste à développer une sociologie de la migration qui soit à la fois critique et engagée dans la réalité sociale d'un côté, et empirique et basée sur la théorie de l'autre. Cela veut dire rester proche des questions spécifiques de la recherche sans perdre de vue la totalité sociétale et employer l'analyse sociologique pour aborder des questions d'intérêt pratique pour un large éventail d'acteurs sociaux.

Comment parvenir à cela ? La réponse ne consiste pas à choisir entre le côté politique et le côté académique, mais à chercher de

34. Cf. CASTELLS, Manuel, *The rise of the network society*, art. cité ; CASTELLS, Manuel, *The power of identity*, Malden : Blackwell Publishers, 1997, 461 p. ; CASTELLS, Manuel, *End of millennium*, Malden : Blackwell Publishers, 1998, 418 p.

35. Cf. ALBROW, Martin, *The global age : State and society beyond modernity*, Cambridge : Polity Publishers, 1996, 256 p.

36. Cf. BECK, Ulrich, *Was ist globalisierung ? Irrtümer des Globalismus, Antworten auf Globalisierung*, Frankfurt-am-Main : Suhrkamp Verlag, 1998, 269 p.

37. Cf. BAUMAN, Zygmunt, *Globalization : the human consequences*, op. cit.

38. Cf. HELD, David ; MCGREW, Anthony G. ; GOLDBLATT, David ; PERRATON, Jonathan, *Global transformations : politics, economics and culture*, Cambridge : Polity Press, 1999, 515 p.

39. Cf. COHEN, Robin ; KENNEDY, Paul, *Global sociology*, op. cit.

nouvelles manières d'intégrer les deux en reliant la recherche empirique à de plus larges théories des relations, des structures et des changements sociaux. Même lorsque des projets politiquement orientés n'abordent que des questions limitées et immédiates, il n'y a aucune raison pour que les chercheurs ne puissent pas utiliser leurs données empiriques comme base pour des analyses plus fondamentales liées à des processus à long terme.

Les sociologues de la migration doivent adopter une définition plus large des acteurs dans les processus de changement et de formation politique. Si les politiques officielles ont souvent eu des conséquences non souhaitées du fait qu'elles ignorent l'action humaine des migrants, les communautés d'origine et les communautés d'accueil, alors il appartient aux sociologues de reconnaître de tels processus de mondialisation à partir de l'activisme de la base pour inclure tous les intéressés dans le processus de recherche. Ainsi, les chercheurs devraient faire part de leurs travaux non seulement aux décideurs politiques officiels, mais aussi aux ONG et aux groupes de la société civile en tous genres, tant formels qu'informels.

Pour conclure, l'objectif doit être de dire clairement qu'une recherche indépendante, fondée sur des méthodes participatives ainsi que sur des principes théoriques, historiques et comparatifs, conduit à une connaissance publique plus utile que les études politiquement orientées à court terme.

Proposition n° 7 : Une sociologie de la migration critique et engagée n'est pas un postulat abstrait, mais quelque chose que beaucoup de sociologues ont essayé de créer à travers leurs recherches, leurs écrits, leur enseignement et leurs réseaux. Afin de développer des études migratoires, il est nécessaire d'assumer les conséquences pour la théorie, la méthodologie et l'organisation de la recherche.

Il s'agit de questions complexes qui ne peuvent pas être discutées ici de façon adéquate. En conclusion, nous présenterons certaines idées préliminaires sur des thèmes qui nécessitent d'être discutés de manière plus approfondie.